

Le présent document vise à apporter aux acteurs de la coopération transfrontalière une meilleure connaissance des enjeux en matière de développement économique des territoires transfrontaliers et des liens entre l'économie et l'emploi. Il a pour ambition de faciliter le développement économique des territoires transfrontaliers, en contribuant à la levée des obstacles, à la recherche et à la diffusion d'outils et de bonnes pratiques, tout en encourageant à renforcer les échanges et les partenariats entre les acteurs de la coopération.

Ce projet souhaite également contribuer à l'évolution des conditions-cadres s'appliquant aux territoires transfrontaliers en matière de développement économique et d'emploi. En revanche, il ne vise pas à produire une analyse ou des préconisations détaillées, qui ne peuvent être établies que sur chaque frontière.

L'APPROCHE TERRITORIALE INTÉGRÉE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE TRANSFRONTALIER

Ce travail se situe résolument dans l'hypothèse de l'approche territoriale intégrée⁵, qui par opposition à une approche sectorielle, vise à traiter simultanément les questions d'emploi, de développement économique et d'aménagement, en portant attention aux territoires dans lesquels les politiques sont mises en place. À partir d'options en matière de développement économique territorial qui font l'objet d'un certain consensus parmi les experts et qui ne seront pas rappelées ici, on propose de dégager les contraintes et opportunités spécifiques aux territoires transfrontaliers, que ces experts n'abordent en général pas.

ÉCONOMIE PRODUCTIVE ET PRÉSENTIELLE

Une autre hypothèse de notre travail est celle de la distinction entre économie productive et présenteielle. Traditionnellement, le développement économique territorial est abordé sous l'angle de l'économie productive, c'est-à-dire des lieux de production (pour l'ensemble des secteurs primaire, secondaire et tertiaire). L'action publique consiste en général à favoriser le développement des activités productives au sein du territoire. Plus récemment, des économistes comme Laurent Davezies ont développé une analyse de l'économie territoriale partant de la population présente sur un territoire, fluctuant au cours de la journée : les résidents, y compris les inactifs (retraités, chômeurs,...), ou les actifs ne travaillant pas dans ce territoire (migrants alternants), ainsi que les personnes traversant le territoire (touristes,...), qui consomment dans ce territoire des services, privés ou publics, et font vivre une économie « présenteielle », tout aussi réelle que l'économie productive.

⁵ « Place based approach », voir notamment : OCDE, *Perspectives territoriales*, 2001 ; Rapport Barca, *An Agenda for a Reformed Cohesion Policy: A Place-based Approach to Meeting European Union Challenges and Expectations* (Independent report prepared at the request of Danuta Hübner, Commissioner for Regional Policy), 2009. http://ec.europa.eu/regional_policy/archive/policy/future/barca_fr.htm ; P Veltz, *La grande transition*, Seuil, 2008 ; Paris, France, *Monde. Repenser l'économie par le territoire*, L'Aube, 2013.



Jour de solde, rue du vieux marché aux poissons à Strasbourg

Ce raisonnement prend en considération une partie de la population dont les revenus ne proviennent pas nécessairement du territoire d'étude (emploi public, transferts financiers liés aux retraites ou autres prestations sociales, touristes, habitants dont l'emploi est situé sur un autre territoire, etc.). Aujourd'hui, d'un point de vue statistique, l'INSEE retient deux sphères économiques, présenteielle et non-présenteielle. La première compte les biens et services produits localement pour être consommés localement, la seconde retient les autres productions de biens et de services, qui sont donc produits localement et majoritairement consommés hors de la zone considérée.